



16

Mexique : Trois caféicultures pour une filière en crise

Odile HOFFMANN*
Bertrand SALLÉE**

Un secteur primordial, mais non vital...

Depuis le XIX^e siècle, le Mexique est producteur de café arabica, introduit depuis Cuba. Il est le quatrième producteur mondial et le troisième producteur de café arabica. Cela suffit à donner une première idée de l'importance de la caféiculture mexicaine.

La production est principalement destinée à l'exportation :

Tab.1 : Production et exportation de café

	1986/1987	1987/1988	1988/1989	1989/1990
production*	5100	5000	5428	5154
exportation*	3844	2549	3740	4286
% exporté	76	51	69	83

* Géographe, ORSTOM-CREDAL, Mexique

** Géographe, CIRAD-IRCC, Mexique

Les devises dérivant de l'exportation du café ramènent au pays entre 20 et 30 % des revenus des exportations agricoles, et 2 à 3 % des exportations totales (chiffres 1987-1988-1989, INMECAFE). La part du café a été bien supérieure à certaines époques : pour la période 1970-1974 les exportations de café constituaient 6,9 % des exportations totales, et en 1976 cette proportion atteignait 11,3 %.

Enfin, la population qui dépend directement du café est estimée à près de trois millions de personnes : 190 000 producteurs, 350 000 journaliers et leurs familles (chiffres INMECAFE 1989). Le recensement national de population de 1990 estime à 22 millions de personnes la population rurale au Mexique, dont 5,2 millions de producteurs et travailleurs agricoles, et à 81 millions la population totale. Les surfaces plantées sont estimées à 560 000 hectares en 1989, soit 2,8 % de la superficie agricole nationale (20 millions d'hectares, ENAE 1988).

Une caféiculture, des caféiculteurs

Au niveau national, si l'on retient les critères de taille de plantation comme indicateur de différenciation socio-économique, le secteur producteur caféier connaît une stratification de type pyramidal à base très large et sommet très étroit :

Tab. 2 : Les plantations caféières

Taille de la plantation	Nombre de producteurs	Nombre d'hectares
0-2 ha.	138192	203544
2-5 ha	35941	157967
5-10 ha	11791	90724
plus de 10 ha	3998	108108
TOTAL	193922	560343

Source : Chiffres 1989, INMECAFE

Il y a là, résumée en quelques lignes, une des caractéristiques fondamentales de la caféiculture mexicaine : 2 % des caféiculteurs, travaillant plus de 10 hectares, fournissent 20 % de la production nationale, alors qu'à l'autre extrême, 71 % des producteurs, minifundistes, n'en assurent que 31,5 %, avec 36 % de la superficie totale plantée.

Le mode de tenure des terres est une autre ligne de clivage qui divise le monde agricole au Mexique, sur un plan politique essentiel-

lement. Depuis la Réforme agraire débutée dans les années 1920, les différents gouvernements ont poursuivi, avec plus ou moins d'intensité selon les périodes, le programme de répartition agraire et création d'*ejidos*, hérité de la Révolution de 1910. Par les relations étroites qu'ils entretiennent avec l'appareil d'État qui règle et contrôle le fonctionnement des *ejidos*, les bénéficiaires des distributions de terres (*ejidatarios*) forment une catégorie socio-politique différenciée au sein même de la stratification mentionnée plus haut. Par ailleurs la propriété communale est reconnue par la Constitution, principalement au bénéfice des communautés indiennes.

Dans le secteur caféier, au niveau national, la distribution des modes de tenure est la suivante :

Tab. 3 : Distribution des modes de tenure

MODE DE TENURE	PRODUCTEURS		HECTARES	
	nombre	%	nombre	%
terres ejidales	81 685	42	215 828	38
terres communales	40 387	21	94 894	16
propriété privée	71 850	37	246 621	44
TOTAL	193 922	100	560 343	100

Source : chiffres 1989, INMECAFE

Cette classification renseigne peu sur la différenciation socio-économique et celle des niveaux technologiques des divers types de producteurs : un minifundiste caféiculteur partage les mêmes préoccupations qu'un autre minifundiste caféiculteur, quels que soient par ailleurs leurs statuts fonciers respectifs. En revanche, elle est pertinente dès lors que l'on cherche à comprendre le rôle politique et les modes d'organisation des producteurs de café, ainsi que leurs relations avec les instances gouvernementales chargées du développement agricole. En effet, le gouvernement actuel met en place une politique de transformation profonde de la société rurale, agricole en particulier, en décrétant notamment la fin de la répartition de terres et de la réforme agraire, et en établissant de nouvelles règles de fonctionnement des *ejidos* et du secteur social en général (accès au crédit, privatisation de l'assistance technique...). Dans le secteur caféier, plus de 60 % des producteurs se retrouvent dans la catégorie dénommée « secteur social » (*ejidatarios* et *comuneros*), avec cependant de fortes disparités régionales.

Des caféicultures mexicaines : les différenciations régionales

Il est en fait difficile de parler de la caféiculture mexicaine au singulier. L'immensité du pays et l'extrême diversité écologique qui le caractérise (climats, sols), obligent à une régionalisation, même élémentaire, en trois sous-ensembles qui forment autant de « pays caféiers ».

Le café est réparti, sur la moitié sud du pays, le long des axes montagneux que forment les Sierra Madre orientale et occidentale et leur réunion à la frontière guatémaltèque (cf. carte).

A l'ouest, la surface plantée se distribue en un chapelet de zones caféières de faibles extensions, sans grande relation les unes avec les autres et formant un espace caféier fragmenté et désarticulé (États de Nayarit, Michoacan, Colima, Guerrero, Oaxaca...). Les producteurs transforment eux-mêmes les cerises en café-parche, ce qui est rendu possible par un climat marqué par une longue période de sécheresse, d'octobre à mai (Villaseñor, 1987).

A l'est, les versants de la Sierra Madre abritent également une série de bassins caféiers, d'implantation plus ancienne que les précédents (XIX^e siècle), et qui structurent de façon déterminante les espaces agricoles régionaux autour de petits pôles urbains et commerciaux (États de Hidalgo, San Luis Potosi, nord Puebla et principalement Veracruz). Les conditions écologiques sont très différentes de celles de la côte ouest. Plus qu'une opposition entre saison humide et saison sèche, c'est l'opposition hiver/été, froid/chaud, qui marque la production. Les gelées sont fréquentes (1961, 1962, 1979, 1983, 1989) et « meurtrières ».

L'absence de véritable saison sèche rend difficile la transformation artisanale du café-cerise en café-parche, laquelle implique un séchage au soleil. La plupart des petits producteurs vendent leur café « en cerises » à des agro-industriels, le plus souvent eux-mêmes grands producteurs. La transformation se fait en deux étapes : dans des *beneficios* (usines de traitement) humides pour transformer les cerises en café-parche, stockable, puis dans des *beneficios* secs qui transforment le café-parche en café grain ou *café oro*, exportable. Cette organisation de la filière laisse peu de marges de manœuvre (et de bénéfices) au petit producteur obligé de vendre immédiatement sa production sans possibilité de stocker. Depuis quelques années, ce modèle s'est modifié avec l'achat ou la construction de *beneficios* humides par des organisations de producteurs (cf. infra).

Enfin, au sud du pays, l'État du Chiapas connaît un développement de l'activité caféière plus proche du modèle centre-américain (Guatemala, Salvador, Honduras). De nouveau, le rythme de la production suit l'alternance saison sèche/saison humide, avec une certaine régularité et sans les problèmes hydriques qui se posent parfois dans l'ouest du pays. Là encore, et contrairement au Veracruz, la majorité des producteurs transforment eux-mêmes, de façon artisanale, le café-cerise en café-parche. Il en résulte une meilleure sélection des grains et un meilleur contrôle du processus de séchage et décorticage, qui diminuent les frais de transformation finale en produit exportable (*beneficios* secs), en en transposant le coût sur les producteurs eux-mêmes.

Ces trois sous-ensembles ne participent pas avec le même poids à la production nationale (cf. tableau 4). A eux seuls, les États du Veracruz et du Chiapas représentent 44 % des producteurs (et 66 % des grands producteurs, de plus de 50 hectares), 47 % des superficies plantées, mais près de 70 % de la production (respectivement 40 et 29 % en 1990/91, INMECAFE).

Tab. 4 : Les grandes régions caféières.

	National	Chiapas	Veracruz
Nombre de producteurs	193 922	46 657	39 931
Nombre d'hectares	560 343	163 268	98 196
Production 1990/1991*	4 579	1 832	1 328

* (en milliers de sacs de 60 kilos)

Source : INMECAFE

Ces deux « poids lourds » de la production nationale fonctionnent sur des bases très différentes, tant au niveau territorial, technique, social, que politique. Seule l'histoire est à même d'expliquer de telles disparités.

Les acteurs de la filière café : des histoires différenciées

Le début de l'histoire du café remonte à deux siècles environ au Mexique. Cependant l'installation de véritables plantations n'est attestée qu'à partir du XIX^e, surtout à la fin du siècle. Selon les régions, les processus d'implantation furent distincts, en fonction

principalement des acteurs présents, des structures agraires pré-existantes et des intérêts des producteurs locaux, c'est-à-dire en fait des sociétés rurales qui fonctionnaient au moment de l'introduction du café.

Dans le centre Veracruz où les *haciendas* sont nombreuses mais co-existent avec les petites propriétés (*ranchos*), il semble que les *hacendados* et les grands propriétaires ne se convertissent à la caféiculture que dans un deuxième temps, après avoir incité leurs fermiers et métayers d'une part, les paysans et *rancheros* d'autre part, à planter, et avoir vérifié l'intérêt de cette nouvelle production. Ce temps de latence permet l'émergence d'une catégorie de producteurs petits et moyens, qui acquiert une relative indépendance financière au niveau régional et lance les bases d'une « tradition caféière » qui perdure aujourd'hui. Celle-ci repose pour une large part sur les propriétaires privés, qui forment plus de la moitié des producteurs de café dans le Veracruz, soit une proportion bien supérieure à la moyenne nationale (51 % des producteurs et 57 % de la superficie, contre 37 et 44 %). Par ailleurs, la transformation et le négoce du café sont contrôlés par de grands producteurs et des commerçants, qui, bien que résidant dans les villes (Cordoba, Xalapa), pénètrent dans toutes les zones caféières ; à travers leurs réseaux d'achat de café en cerises, ils établissent des relations étroites avec les producteurs et les intermédiaires (nommés « coyotes ») à leur service. La présence de capital (Veracruz est un État historiquement construit autour du commerce et des routes liant la capitale à la métropole et aux réseaux internationaux du négoce) favorise l'émergence de nombreux acteurs économiques intéressés par la filière café, qui acquiert de ce fait un haut degré de complexité. Celle-ci se traduit tant au niveau de l'organisation économique du marché régional que dans l'impact politique et social que peuvent atteindre certains individus ou groupes clairement liés au secteur caféier tout en le débordant largement (cf. infra, le « groupe de Xalapa »).

Ailleurs, dans des régions plus difficiles d'accès où les paysans indiens sont majoritaires, la caféiculture se diffuse plutôt sous forme de production de cueillette, très extensive, combinée aux activités agricoles traditionnelles et intégrée au milieu forestier tropical d'altitude moyenne. Là, ce sont les commerçants locaux, en liaison avec les négociants installés en ville, qui favorisent l'adoption de la culture, en assurant parfois la transformation et surtout le transport et la commercialisation. Les conditions écologiques et d'infrastructures (milieu montagnard et difficultés de communication) expliquent en partie une des caractéristiques de cette caféiculture : les producteurs procèdent eux-mêmes à la première transformation, de café-cerise en

café-parche, dans de petites installations rudimentaires, sur le lieu même de la plantation ou de la résidence du producteur. Cela entraîne une organisation du travail et, au-delà, une structure de la filière bien distincte de la précédente.

En effet la relation est plus distendue entre producteurs, agro-industriels et commerçants, puisque disparaît la liaison de dépendance technique que représente la vente au quotidien de café-cerise, périssable, en période de récolte. Dès lors la relation devient essentiellement marchande et s'insère dans un système d'exploitation très stratifié, souvent de façon rigide et séculaire, du monde paysan par une minorité de commerçants, grands producteurs et agro-industriels, laissant peu d'espace libre pour la catégorie moyenne de producteurs, en général des propriétaires privés. Ainsi par exemple dans le Chiapas, 82 % des producteurs appartiennent au « secteur social », avec 65 % de la superficie plantée.

Dans un troisième cas de figure, le café ne se répand qu'avec l'arrivée tardive de nouveaux acteurs agraires, souvent des étrangers qui acquièrent de grandes superficies de terres et se lancent dans l'agriculture sans autre lien avec les structures locales que l'emploi de main-d'œuvre paysanne, souvent indienne, bon marché. Ils assurent eux-mêmes la commercialisation jusqu'à l'exportation, et adoptent les techniques les plus modernes de production. La région du Soconusco, dans l'État du Chiapas au sud du pays, en est un exemple typique. De grandes plantations modernes, appartenant en majorité à des Allemands arrivés au début du XX^e siècle, voisinent avec de petites et très petites parcelles de paysans, sans qu'il y ait transfert ou même simple communication entre les deux systèmes de production.

Bien que très schématique, cette partition de la caféiculture nationale en trois ensembles — l'un structuré autour d'une ample catégorie de producteurs moyens, l'autre atomisé en une multitude d'exploitations paysannes, le troisième constituant un groupe fermé de producteurs capitalistes modernes — est pertinente dans la mesure où elle souligne la diversité et la complexité des situations. Régionalement l'une ou l'autre tendance domine, en reprenant grossièrement la division géographique évoquée plus haut : respectivement la frange orientale (Veracruz, San Luis Potosí, Hidalgo, Puebla), la frange occidentale et sud (du Nayarit au Chiapas, passant par le Guerrero et Oaxaca), et l'enclave du Soconusco.

Cependant dans tous les cas, les trois quarts des producteurs possèdent ou travaillent moins de deux hectares de café. Partout la caféiculture s'est installée et a subsisté malgré les nombreuses crises ou revers qu'implique la dépendance du marché international, parce qu'elle s'est appuyée sur des exploitations familiales aptes, bien

malgré elles, à supporter les variations et à absorber pertes (et profits) dans un système d'exploitation plus flexible — et moins rentable en termes économiques — que les grandes plantations.

Les bouleversements de la caféiculture au Mexique : politiques agricoles et modes d'encadrement

La caféiculture ne souffre pas spécialement des grands affrontements du début du XX^e siècle, la Révolution (1910) et la réforme agraire qui a suivi : dans les régions productrices, les lois protègent les plantations pérennes sources de devises (café, cacao, caoutchouc) et autorisent la possession de 300 hectares de plantation (contre 200 hectares pour des cultures pluviales annuelles, et 100 hectares en zone irriguée). Par ailleurs les paysans dotés de terres (*ejidatarios*) s'empressent de planter leurs parcelles nouvellement acquises. Les superficies en café augmentent (de 144 000 à 269 000 hectares en propriété privée et de 10 000 à 112 000 hectares en *ejidos*, de 1930 à 1960), et le négoce du grain devient une pièce importante du système économique agricole national.

En 1940, la fermeture des maisons commerciales étrangères dans le cadre de la politique nationaliste de Lázaro Cárdenas, et le départ des grands producteurs et négociants allemands du Chiapas pendant la Seconde Guerre mondiale, laissent le champ libre aux exportateurs du Veracruz dont certains, connus sous le nom de « groupe de Xalapa », réussissent à contrôler l'ensemble de la filière au niveau national.

Cette domination s'atténue à partir des années 1960, quand l'État tente de rompre ce monopole commercial qui s'accompagne d'une influence politique démesurée. S'appuyant sur les producteurs qui aspirent à l'exportation sans dépendre du « groupe de Xalapa », l'offensive de l'État se traduit par l'arrêt des mesures de faveur qu'il lui avait octroyées (par exemple le monopole de la distribution de fertilisants), et par la création de l'Institut Mexicain du Café (INMECAFE) en 1958, censé régler la commercialisation et favoriser la production par une assistance technique aux petits et moyens producteurs (Beaumont, Daviron, 1990). L'adhésion aux Accords Internationaux du Café (CIC) en 1962 confirme le rôle vecteur de l'État et l'importance de l'INMECAFE, qui représente le pays.

Ce n'est cependant que dix ans plus tard, avec la politique interventionniste du président Echeverría, que l'INMECAFE prend véritablement son essor et se voit confier un rôle prédominant pour l'amélioration de la production. A partir de 1972, en effet,

l'INMECAFE déploie un dispositif sur l'ensemble du pays, jusqu'aux zones caféières les plus reculées, et fournit aux producteurs assistance technique¹, crédit sous forme d'avance sur récolte, plants de variétés améliorées, nouveaux canaux pour la transformation et la commercialisation du grain, etc. Il continue à contrôler l'exportation et distribue entre les exportateurs les quotas accordés au Mexique dans le cadre des accords de l'OIC (Organisation Internationale du Café).

L'impact de l'INMECAFE a été déterminant dans la plupart des régions caféières. La production nationale connaît un accroissement sensible (cf. tableau 5), dû à l'augmentation du nombre de producteurs, de la superficie plantée, et des rendements. L'amélioration des conditions de la production (accès au crédit, participation dans la transformation et la commercialisation) provoqua l'adhésion de la grande majorité des producteurs, qui voyaient par ailleurs leurs rendements augmentés par l'usage généralisé de fertilisants.

Tab. 5 : Évolution de la caféiculture 1970-1990

	70/71	78/79	82/83	89/90
Nombre de producteurs	120 500	168 521	193 922	
Nb d'hectares	419 500	497 456	560 343	
Production*	3 200	4 000	4 560	5 154

* (en milliers de sacs de 60kg.)

Source : INMECAFE

La crise financière et économique des années 1980 bouleverse ce schéma. L'INMECAFE diminue ses activités orientées vers les producteurs pour conserver ses fonctions de commercialisation, laissant la place libre pour le secteur privé, national et international, qui refait son apparition dans les régions caféières, avec des modalités variées : achat en café-cerise ou en café-parche, participation au financement de la production, association avec des organisations de petits producteurs, etc...

Dans le même temps, les producteurs se mobilisent, au début des années 1980, pour revendiquer une augmentation du prix du café (régulé et fixé par l'INMECAFE) et de meilleures conditions de

1 L'INMECAFE annonce avoir fourni de l'assistance technique à près de 30 000 producteurs au début des années 1980, sur 50 000 hectares, pour retomber à 4 000 producteurs environ depuis 1986 (INMECAFE 1991).

commercialisation. C'est le commencement d'un processus d'organisation, régionale le plus souvent, qui revêt des formes variées : Société de Production Rurale, Union de crédit, Union de *ejidos*, Association Rurale d'Intérêt Collectif (ARIC)... Le point commun entre tous les mouvements, au-delà des différences de stratégies et d'affichages politiques, réside dans l'objectif recherché : l'appropriation du processus de production et un meilleur contrôle de l'ensemble de la filière. En d'autres termes, les caféiculteurs s'organisent pour obtenir (acheter, construire, louer) des *beneficios* humides afin d'augmenter leurs atouts dans la négociation commerciale, certains même réussissant à atteindre la dernière phase de transformation et la commercialisation directe à l'étranger.

De nouveau une crise financière, sectorielle mais internationale avec la rupture des accords de l'OIC en 1989, détruit les équilibres sociaux, économiques et politiques du monde caféier, et provoque une restructuration complète du secteur.

Crise internationale, retrait de l'État et restructuration de la filière

La crise internationale du café, qui commence en juillet 1989 avec la rupture de la politique de quotas de l'OIC, touche le Mexique de plein fouet au moment même où la stratégie économique nationale néolibérale commence à déstabiliser l'agriculture mexicaine.

Ces deux événements, chute des prix internationaux et abandon de la politique nationale de subventions, relèvent tous deux de la même logique de prédominance de l'économie de marché.

Au niveau de la filière, cela se traduit par :

- le transfert des activités industrielles et commerciales de l'INMECAFE aux organisations de producteurs,
- l'arrêt des subventions sur les fertilisants avec la restructuration de Fertimex, ce qui conduit à une augmentation spectaculaire des prix et des coûts de production,
- la fin de la politique de financement de la campagne agricole par l'INMECAFE contre remboursement à la récolte,
- la diminution du crédit bancaire due à la chute des prix internationaux, qui entraîne la faillite de nombreux acteurs, mais aussi à la privatisation des banques dites « commerciales » qui participaient par l'intermédiaire de fonds de garantie au financement des activités liées au café, et qui réduisent aussitôt leur contribution,

- le retrait de l'assistance technique aux producteurs, assurée antérieurement par l'INMECAFE (pour exemple, au niveau global le personnel de l'INMECAFE est passé de 7 000 employés en 1987/1988 à 1300 en 1992).

La conjugaison de ces facteurs nationaux et internationaux, auxquels il faudrait ajouter les aléas climatiques, sécheresse en 1988/1989 et gelées en 1989/1990 (70 000 hectares touchés), plonge le secteur caféier dans une crise particulièrement violente pour la troisième année consécutive, contrairement à d'autres pays producteurs américains, soumis uniquement à la chute des cours et qui ne la ressentent vraiment que depuis la campagne 1991/1992.

Les réactions sont très diverses entre les régions caféières, mais aussi entre tous les acteurs de la filière ; une des grandes richesses du pays, mais aussi sa faiblesse, est de pouvoir offrir une infinité de circuits financiers et commerciaux susceptibles d'intervenir dans la caféiculture au sens large, surtout depuis le retrait de l'INMECAFE qui était l'interlocuteur principal et souvent unique des petits et moyens producteurs.

La part des producteurs

Dans la stratégie officielle de modernisation du secteur caféier, les producteurs, et les organisations paysannes en général, devraient être les piliers de la réorganisation de la (des) filière (s). L'exemple-clé est le transfert des installations agro-industrielles de l'INMECAFE qui permet à 453 organisations de producteurs de gérer, en capacité installée, l'équivalent de 40 % de la production nationale (capacité de 1 900 000 sacs de capacité pour une production de 4 600 000 sacs, INMECAFE 1991). Les producteurs sont aussi sollicités pour prendre en charge l'assistance technique qui doit évoluer, elle aussi, vers la privatisation. Ils devraient enfin gérer des fonds gouvernementaux régionaux pour un développement durable et respectueux du milieu.

En réalité le secteur « coopératif » (appelé secteur social au Mexique) n'est pas prêt à occuper cet espace laissé par l'État. La majorité des organisations de producteurs, qui sont nées pour lutter soit contre l'INMECAFE soit contre les intermédiaires (les fameux « coyotes »), a à peine dix ans d'âge ; leurs succès économiques n'ont été permis que grâce aux cours avantageux du café (1980-1989) qui compensaient une certaine approximation dans la conduite du négoce. La chute des cours de 1989 provoque un grand nombre de faillites ; les banques leur coupent vite l'accès

au crédit avant de rentrer dans une longue période de renégociation de dettes. Le modèle structurel de ces organisations est remis en cause (Hoffmann, 1992) parce qu'il aboutit à la création d'une élite paysanne, coupée de sa base sociale, très politisée et souvent corrompue qui gère son négoce moins bien que le secteur privé.

Quand l'État, par mesure d'urgence, participe de nouveau au financement de la caféiculture, à l'occasion des gelées de décembre 1989, il distribue des appuis financiers, non plus aux organisations « classiques », ARIC, Union de Ejidos, etc., mais à des comités de solidarité qui sont des groupes informels de petite taille créés pour recevoir et gérer ces crédits. Les premiers remboursements de ces prêts à 0 % (1991) sont l'occasion de monter des fonds régionaux, sortes d'unions de crédit autogérées par les comités de solidarité. Dans certains cas, c'est cette structure qui reçoit les usines de traitement de l'INMECAFE.

Les autres bénéficiaires du transfert de l'INMECAFE sont des associations de producteurs, souvent créées sur la base du regroupement des anciens groupes mis en place dans les années 70 par l'INMECAFE pour développer la modernisation de la production. Là encore ce sont des associations très récentes, artificielles, qui se débattent déjà dans des difficultés financières et des erreurs de gestion qui remettent en cause leur existence.

Existent encore les multiples groupes de crédit mis en place par les banques dans les années 80. Toutes ces formes associatives, quelles que soient leurs faiblesses, possèdent une expérience, un vécu de la gestion coopérative et, de ce fait, se révèlent incontournables quand il s'agit de restructurer le secteur. Ainsi, les organisations paysannes sont au centre du discours officiel mais sont très loin de tenir ce rôle dans la chaîne productive et commerciale. L'heure est à la gestion des urgences : obtenir un crédit, acheter, transformer et vendre sans perte, le tout pour ne pas disparaître. Les tentatives récentes de coordination nationale des associations et groupements de caféiculteurs au sein de la CNOC (Coordinadora Nacional de Organizaciones Cafetaleras) n'ont pas encore réussi à créer un pôle unifié qui serait capable de représenter les petits et moyens producteurs dans le dialogue que l'État prétend instaurer.

L'intégration verticale de la filière, de bas en haut, n'en est donc encore qu'à ses premiers balbutiements.

La part du négoce

Les négociants, locaux et internationaux, jouent un rôle de plus en plus important depuis le retrait de l'INMECAFE.

Les grands négociants internationaux, souvent exportateurs, importateurs et transformateurs, descendent dans la filière, parfois à contrecœur, à l'occasion des faillites locales ; il n'est pas rare de voir un groupe anglais, français ou américain prendre possession d'une usine de transformation primaire (*beneficio* humide). Alors que la tendance antérieure était inverse : rachat ou création de société d'importation par des exportateurs locaux (privés ou coopératifs).

Pour l'instant, ces groupes multinationaux ne sont pas encore rentrés dans le jeu des associations avec les groupements de producteurs, malgré la pression du gouvernement qui les pousse dans ce sens. La réforme de la tenure de la terre (« privatisation » de l'*ejido*, début 1992) est le meilleur exemple de la volonté officielle de séduction des capitaux et du savoir faire de ces grands groupes.

En réalité, les capitaux étrangers ou nationaux sont encore peu attirés par un secteur désorganisé, encore très politisé, avec d'énormes nécessités d'investissements, sans espoir à court terme de gains attrayants. L'avantage du Mexique est sa taille, son énergie et l'excellente image internationale de la politique saliniste.

Par exemple, pour qu'un grand groupe s'associe avec une organisation paysanne productrice et transformatrice de café, comme celles qui viennent d'obtenir des équipements agro-industriels de l'INMECAFE, et pour qu'il obtienne un produit rentable, de bonne qualité et à faible coût, il lui faudrait améliorer l'administration des *beneficios* collectifs ; revoir totalement la gestion du travail et des flux physiques ; changer les lignes de transformation qui sont désuètes, incomplètes, grandes consommatrices d'eau et d'énergie, le tout sans tenir compte de la qualité finale de la boisson ; compléter les *beneficios* avec des unités de traitement des eaux et des procédés de valorisation des déchets (pectines, lombrics, champignons, aliments, acides chlorogéniques, etc.) ; financer les crédits d'achat de café aux associés de l'organisation ; appuyer, financer et rénover la production primaire pour obtenir un approvisionnement régulier et de bonne qualité.

La tâche est immense surtout pour un produit en plein marasme. L'intégration verticale de la filière, de haut en bas, est encore loin d'être une réalité.

Le rôle ambigu de l'État

L'État est juge et partie dans la réorganisation de la filière. Il ne peut abandonner ce secteur sans risques sociaux et encourage la professionnalisation des entreprises paysannes, par exemple avec le transfert de son agro-industrie. Par ailleurs, il tente de faire entrer des

capitaux frais, privés, qui manquent terriblement, quitte à sacrifier certaines valeurs sous couvert d'un renouveau idéologique : l'abandon du rôle régulateur de l'État est ainsi présenté comme une « libération » des producteurs face au « paternalisme » pesant et contraignant des régimes précédents. Les associations entre le secteur social et le secteur privé sont encouragées, et rares sont les voix officielles qui s'élèvent pour dénoncer les risques d'une confiscation de la décision et de l'avenir du petit paysannat par les capitaux privés.

Dans le même temps c'est un ministère (Économie et Finances puis Développement social) qui gère la crise grâce à des fonds spéciaux débloqués au compte-gouttes ; les banques ne prêtent pratiquement plus et cet espace vide est comblé par ces fonds publics, faisant de l'État un acteur (financier) plus important qu'auparavant, en contradiction avec la politique libérale mise en route en 1988. De plus ces fonds, sans intérêt, ajoutent à la perversité du système car ils excluent le recours au crédit bancaire « normal », beaucoup plus cher ; il en découle une relation de dépendance forte entre les producteurs et l'État.

Un des principaux résultats du retrait de l'État/INMECAFE est l'introduction dans le secteur café d'une grande quantité d'institutions — souvent jalouses du monopole dont jouissait l'INMECAFE auparavant — qui interviennent dans les financements et l'assistance technique. Leurs stratégies sont différentes, parfois illogiques entre elles, et il n'est pas rare de s'apercevoir que le territoire caféier est divisé en zones d'influence de chaque institution. La multiplicité des interventions de l'État permet certes beaucoup de libertés, mais rend très complexe l'émergence d'une filière structurée qui pourrait prendre en charge la crise.

La grande inconnue reste donc de savoir si les organisations et groupements de caféiculteurs sauront profiter de ces ambiguïtés pour, enfin, organiser la filière et contrôler leur futur.

Conclusion

Face à ces va-et-vient dans l'organisation de la filière, et compte tenu des diversités régionales, il est difficile de discerner l'émergence ou la construction d'une « société caféière mexicaine ». Certes, dans telle ou telle région, la généralisation de la culture du café a suscité de nouvelles relations sociales, économiques et politiques, originales par rapport aux précédentes et dépendantes de la production. Les régions caféières du Veracruz des années 50, sous l'influence du

groupe de Xalapa, pourraient en être un exemple, tout comme le Soconusco des grandes plantations. Mais le plus souvent la production caféière s'intègre dans un tissu rural diversifié et complexe qu'elle utilise et modifie jusqu'à un certain point, sans franchement renverser les structures sociales et de pouvoir existantes. Le caféiculteur est également producteur de canne à sucre, de maïs, d'agrumes ; il est éleveur, journalier agricole ou employé dans le bourg le plus proche, et il ne se définit pas uniquement par son activité « caféière ».

Par ailleurs la répartition géographique des aires de production, caractérisée par un éclatement extrême le long des principaux axes montagneux du pays sur plus de 3 000 km de long, est un obstacle sérieux à l'éclosion et l'affermissement d'un sentiment de communauté d'intérêts entre les caféiculteurs, qui serait la base d'une « société » caféière. La distance, l'histoire, le climat, rien n'est pareil d'un lieu à l'autre. A cet éclatement géographique correspond une hétérogénéité culturelle qui est typique du Mexique. Quels points communs entre un paysan indien du Chiapas, un *ejidatario* du Veracruz, un petit propriétaire du Michoacan, tous petits producteurs de moins de 2 hectares ? Chacun rentre dans des circuits sociaux et culturels bien distincts, presque étanches, et les ponts sont rares et difficiles à établir.

Les organisations paysannes sont de ce fait nombreuses et dispersées, souvent de petite taille, et cherchent avant tout à défendre les intérêts des caféiculteurs dans un contexte régional, et même local, déterminé. Les objectifs et les stratégies diffèrent d'une zone à l'autre ; ici on cherche des alliances avec les négociants, là des appuis auprès des instances gouvernementales, ailleurs des accords avec les banques, etc.

Aujourd'hui toutefois, la crise redessine (une fois encore !) les contours du « secteur café », et les différences régionales tendent à passer au second plan face à l'urgence d'une réorganisation globale de la filière.

Bibliographie

BEAUMOND A., DAVIRON B., 1990, Le café du Veracruz (Mexique), du marché international aux acteurs régionaux, in *Dynamiques des systèmes agraires, la dimension économique*, Ed. de l'ORSTOM (coll. Colloques et Séminaires), Paris, pp. 229-246.

BLANC-PAMARD C., HOFFMANN O., ROSSIGNOL J.-P., 1987, *Autour du café, un paysage qui se construit et une société qui se fait : l'Ejido d'Ursulo-Galvan (État de Veracruz, Mexique)*, INRA/ORSTOM/CNRS, Paris, 79 p.

BLANC-PAMARD C., 1986, *Les paysages du café dans le municipio de Xico, État de Veracruz (Mexique)*, Multigr., 91 p.

DAVIRON B., LERIN F., 1990, *Le Café*, Ed. Economica (coll. Cyclope), Paris, 108 p.

HOFFMANN O., à paraître, La renovación de los actores sociales en el campo : un ejemplo en el sector cafetalero en Veracruz, *Estudios Sociológicos*, El Colegio de Mexico.

MOLINO J.F., 1986, *Agroforêts caféières du municipe de Cosautlan (Veracruz)*, INRA/Institut de Botanique, multigr., Montpellier, 68 p.

NOLASCO M., 1985, *Café y Sociedad en Mexico*. Centro de Ecodesarrollo, Mexico, 454 p.

VILLASEÑOR LUQUE A., 1987, *Cafeticultura moderna en Mexico*, Agrocomunicación Sáenz Colín y Asociados, Chapingo, Mexico : 469 p.

L'année 1989 a marqué un tournant dans le fonctionnement du marché mondial du café, l'un des principaux produits agricoles d'exportation des pays tropicaux. La suspension de l'accord de régulation de l'Organisation internationale du café, au terme d'une dégradation sensible des cours, est venu sanctionner et alimenter un processus de crise et de recomposition des filières nationales de production et de commercialisation.

Dans ce contexte général, une équipe pluridisciplinaire a choisi comme objet d'étude un espace bien délimité, les hautes terres tropicales d'Afrique et d'Amérique, et un thème spécifique, les systèmes paysans de production. Dans cette aire géographique, à partir du noyau originel des montagnes d'Éthiopie et du Yémen, la caféiculture s'est en effet répandue dans des terres d'altitude, propices aux cafés de qualité, de type *arabica*, au sein de territoires densément peuplés par des sociétés paysannes bien structurées. Ici l'évolution actuelle d'une caféiculture, insérée dans des systèmes de production complexes, est étroitement liée à la question paysanne ; elle participe aussi du problème de la gestion d'environnements fragmentés et fragilisés.

Un tel choix a orienté les auteurs vers une réflexion comparative entre les caféicultures de l'Ancien et du Nouveau Monde, qui diffèrent en particulier par leurs échelles géographiques et leurs trajectoires historiques. Une réflexion générale sur les relations entre café et systèmes paysans introduit quinze études de cas, sept en Afrique (Éthiopie, Kenya, Tanzanie, Rwanda, Burundi, Zaïre, Cameroun) et huit en Amérique (Colombie, Venezuela, Nicaragua, Salvador, Honduras, Guatemala, Mexique, Costa Rica).

Cet ouvrage a été préparé dans le cadre du groupe MOCA (Montagnes Café - Université de Toulouse Le Mirail), auquel ont été associés d'autres spécialistes des hautes terres tropicales d'Afrique et d'Amérique. La rédaction a été coordonnée par Bernard Charlery, François Bart, Jean-Christian Tulet et Jean Pilleboue. La publication a bénéficié de l'appui de l'équipe Dynamiques Rurales (Toulouse Le Mirail), du Groupe de recherche sur l'Amérique latine (GRAL/CNRS/Toulouse) et du Centre d'études de géographie tropicale (CEGET/CNRS/Bordeaux-Talence).

Collection dirigée par Jean Copans



9 782865 375028

ISBN : 2-86537-502-1

hommes et sociétés



KARTHALA

KARTHALA

Paysanneries du café
des hautes terres tropicales

SOUS LA DIRECTION DE
J.-Ch. Tulet, B. Charlery
Fr. Bart et J. Pilleboue

SOUS LA DIRECTION DE
J.-Ch. Tulet, B. Charlery, Fr. Bart et J. Pilleboue

Paysanneries du café des hautes terres tropicales

